

L'évolution des relations sino-russes vue de Moscou

Les limites du rapprochement stratégique

OLGA ALEXEEVA ET FRÉDÉRIC LASSERRE

RÉSUMÉ : Depuis quelques années, on observe un rapprochement économique et politique significatif entre la Chine et la Russie, marqué par l'annonce de nombreux grands accords commerciaux et d'investissements dans les infrastructures de transport et pour l'exploitation des ressources naturelles russes. Cette coopération semble plus marquée depuis la crise ukrainienne de 2014, alors que plusieurs médias européens et américains y voient un signe que la Chine et la Russie sont en train de former une forme d'alliance stratégique, qui pourrait nuire aux intérêts occidentaux. Cet article analyse les différentes formes du rapprochement sino-russe tout en soulignant les limites économiques et politiques de cette coopération.

MOTS-CLÉS : relations Chine-Russie, Belt and Road Initiative, nouvelles routes de la soie, rapprochement, rivalité, commerce, investissement, partenariat stratégique.

Introduction

En mai 2017, Xi Jinping recevait les différents chefs d'État et de gouvernement qui s'étaient rendus à Pékin pour témoigner de leur soutien ou au moins de leur intérêt pour le grand projet d'infrastructures mondiales du président chinois *Belt and Road Initiative* (BRI). Vladimir Poutine qui faisait partie des invités à ce forum, a prononcé son discours à la cérémonie d'ouverture juste après le président de la République populaire de Chine (RPC), ce qui soulignait, selon les médias russes, l'importance que Pékin accorde au partenariat stratégique avec Moscou mais aussi la volonté du Kremlin de renforcer ses liens avec Pékin et d'approfondir la coopération commerciale bilatérale (Gostev 2017). Depuis, la Russie manifeste son soutien politique sans réserve à l'initiative BRI, un tournant assez surprenant, car Moscou s'est longtemps méfié du projet chinois qui empiétait sur sa zone d'influence traditionnelle en Asie centrale. Ce nouveau cap vers la Chine semblait trouver une nouvelle confirmation lors de la visite officielle de Xi Jinping en Russie, en juillet 2017, à la veille du sommet du G20 en Allemagne. À cette occasion, Xi Jinping et Vladimir Poutine ont détaillé les principaux axes de la future coopération sino-russe dans les différents domaines économiques, tout en insistant sur le fait qu'ils avaient une vision commune des relations internationales et une position unifiée sur les questions globales et régionales. Pour couronner cet effort de rapprochement, à la fin du mois de juillet, les marines russe et chinoise qui, depuis 2012, réalisaient annuellement des exercices militaires conjoints dans le Pacifique, ont procédé à des manœuvres navales communes dans la mer Baltique, aux portes de l'Europe⁽¹⁾.

Cette intensité accrue des contacts entre la Chine et la Russie est présentée par les médias russes comme un résultat direct des efforts diplomatiques, employés par Moscou depuis 2014, dans le but de rééquilibrer sa politique extérieure en faveur de l'Asie et remédier ainsi à son isolement

dans le monde occidental provoqué par la crise en Ukraine et les sanctions qui l'ont suivie⁽²⁾. Les médias européens et américains y voient plutôt un signe que la Chine et la Russie sont en train de former une sorte d'alliance stratégique, qui pourrait nuire aux intérêts américains en Asie Pacifique et augmenter les pressions économiques et géopolitiques sur l'UE⁽³⁾. La presse officielle chinoise, quant à elle, reste prudente dans ses jugements, tout en soulignant la remarquable continuité du rapprochement sino-russe depuis la fin des années 1980, rapprochement accéléré depuis la chute de l'Union soviétique⁽⁴⁾. Ainsi, en passant à une nouvelle étape des relations bilatérales, Pékin ne fait que suivre la dynamique générale qui caractérise leur développement depuis le début.

L'évolution des relations sino-russes depuis la chute de l'URSS fait l'objet d'un grand nombre d'études académiques qui l'examinent à la fois au niveau

1. Amalia Zadari, « Kitaï ne sobiraetsya skladyvat lapki pered SCHA » (La Chine ne compte pas capituler devant les États-Unis), *Gazeta.ru* (Le journal.ru), 21 juillet 2017, <https://www.gazeta.ru/army/2017/07/21/10797770.shtml#page2> (consulté le 11 août 2017).
2. Vasili Kachin, « Vtoroi mir: Rossiya natchala protsess uskorenno sblizheniya s Kitaem » (Le deuxième monde : La Russie a initié le processus du rapprochement rapide avec la Chine), *Vedomosti* (Les nouvelles), 22 mai 2014, <https://www.vedomosti.ru/newspaper/articles/2014/05/22/rossiya-nachala-process-uskorenno-sblizheniya-s-kitaem> (consulté le 22 septembre 2017); Sergueï Karaganov, « Provoro na Vostok : itogi i zadatchi » (Le tournant vers l'Est : le bilan et les objectifs), *Rossiia v globalnoi politike* (La Russie dans la politique globale), 22 mai 2014, <https://www.vedomosti.ru/newspaper/articles/2014/05/22/rossiya-nachala-process-uskorenno-sblizheniya-s-kitaem> (consulté le 25 septembre 2017); Aleksandr Gostev, « Pekinskii najym Poutina » (La pression de Poutine à Pékin), *Radio Svoboda* (Radio « La Liberté »), 2017, <https://www.svoboda.org/a/28489378.html> (consulté le 11 août 2017).
3. Jacob Stokes, « Russia and China's Enduring Alliance », *Foreign Affairs*, 22 février 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2017-02-22/russia-and-china-s-enduring-alliance> (consulté le 15 août 2017); Bill Gertz, « Russia, China undermining U.S. », *The Washington Times*, 12 juillet 2017, <http://www.washingtontimes.com/news/2017/jul/12/inside-the-ring-russia-china-undermining-us/> (consulté le 15 août 2017); Andrew Higgins, « China and Russia Hold First Joint Naval Drill in the Baltic Sea », *The New York Times*, 25 juillet 2017, <https://www.nytimes.com/2017/07/25/world/europe/china-russia-baltic-navy-exercises.html?mcubz=0> (consulté le 15 août 2017).
4. Liao Bingqing, « Spotlight: China-Russia ties enter new phase », *Xinhua net*, 2 juillet 2017, http://www.xinhuanet.com/english/2017-07/02/c_136410870.htm (consulté le 17 août 2017).

global, régional et bilatéral. En Russie, les chercheurs analysent surtout l'impact du partenariat Chine-Russie sur le développement économique de l'Extrême-Orient russe et s'interrogent sur les conséquences politiques de l'augmentation de la présence chinoise dans cette région (Savtchenko 2014 ; Portyakov 2013). La divergence d'intérêts géopolitiques en Asie Centrale est un autre sujet important qui attire l'attention des experts russes, en particulier depuis la mise en place du projet BRI dans cette région (Gabuev 2016a). L'accélération récente des rythmes de rapprochement sino-russe est perçue avec ambivalence par la plupart des sinologues russes qui craignent la soumission progressive des intérêts nationaux russes aux objectifs économiques et politiques de Pékin (Trenin 2015 ; Larin 2015 ; Gabuev 2016b). Du côté chinois, les analyses sont souvent plus optimistes : elles insistent sur les bénéfices économiques mutuels que l'approfondissement des relations bilatérales a engendré et sur le grand potentiel du partenariat stratégique sino-russe dans le domaine énergétique (Wang 2013). Enfin, les études occidentales se concentrent davantage sur l'aspect global du rapprochement sino-russe et tentent d'évaluer son impact sur l'équilibre des forces au sein du système international (Wishnick 2017 ; Røseth 2017 ; Colin 2007 ; Cabestan *et al.* 2008). Le présent article s'inscrit dans ce cadre bibliographique et explore les différents angles d'analyse proposés par les chercheurs russes, chinois et occidentaux pour en faire une synthèse et proposer une lecture nuancée des nouveaux enjeux des relations Chine-Russie à l'ère de Poutine.

En effet, le rapprochement sino-russe n'est pas un phénomène nouveau. Depuis son arrivée au pouvoir, en 2000, Vladimir Poutine ne cesse de souligner le caractère eurasiatique de la Russie, en affirmant son souhait de développer des relations politiques plus étroites et une coopération économique plus approfondie avec la Chine et avec les autres pays asiatiques. Toutefois, jusqu'à récemment, à l'exception de quelques grands projets réalisés dans le domaine énergétique, la coopération sino-russe n'avancait pas au-delà des déclarations d'intention et de signatures d'accords de principe. Globalement, depuis la chute de l'URSS et jusqu'en 2014, les objectifs principaux de la politique étrangère russe ont peu évolué : Moscou recherchait une meilleure intégration de la Russie dans la communauté internationale et le développement de la coopération économique avec l'Union européenne, qui reste de loin le principal client des hydrocarbures russes et le premier partenaire commercial. Dans le même temps, les relations avec la Chine se sont développées à un rythme lent, bien que soutenu, alimenté en grande partie par les besoins énergétiques et en armement croissants de Pékin. La base de ce développement était avant tout la vente d'hydrocarbures russes – du gaz liquéfié et brut, ainsi que d'autres ressources naturelles.

La crise ukrainienne de 2014, les sanctions occidentales et la détérioration rapide des relations avec les États-Unis ont poussé Moscou à accélérer son mouvement géopolitique et économique vers l'Asie. En consacrant une énergie nouvelle au vecteur asiatique de sa politique extérieure, le Kremlin semble réaliser cette fois-ci un véritable « pivot vers l'Est » (*povorot na Vostok*), qui peut avoir des conséquences politiques aussi variées qu'imprévisibles. Le renforcement des relations avec la Chine se trouve au cœur de ce tournant asiatique russe, même si dans ses déclarations officielles le Kremlin souligne le caractère multidirectionnel de sa nouvelle politique qui cible non seulement la Chine mais aussi le Japon, les deux Corées, l'Inde et à long terme les pays de l'Asie du Sud-Est. Cette réorientation stratégique russe est-elle un simple « coup » tactique, un moyen de peser dans les négociations politiques et économiques avec l'UE et les États-Unis, ou bien

une stratégie cohérente ? Quels sont les premiers résultats de ce changement de cap vers la Chine ? L'objectif de cet article est d'analyser les différents aspects du partenariat stratégique Chine-Russie afin d'évaluer leur rôle dans le rapprochement sino-russe actuel, mais aussi d'identifier les déséquilibres structurels qui pourraient limiter l'envergure des initiatives bilatérales. L'objet porte sur le déploiement de politiques à travers l'espace asiatique et arctique, et sur les rivalités ou coopérations que ces déploiements suscitent : la recherche se place dans le cadre d'une démarche géopolitique, qui a pour objet l'analyse des rivalités de pouvoir sur des espaces ou territoires (Lacoste 1976 ; Lasserre *et al.* 2016), et d'analyse des relations bilatérales, en s'appuyant sur les discours, les déclarations et les actions des gouvernements chinois et russes.

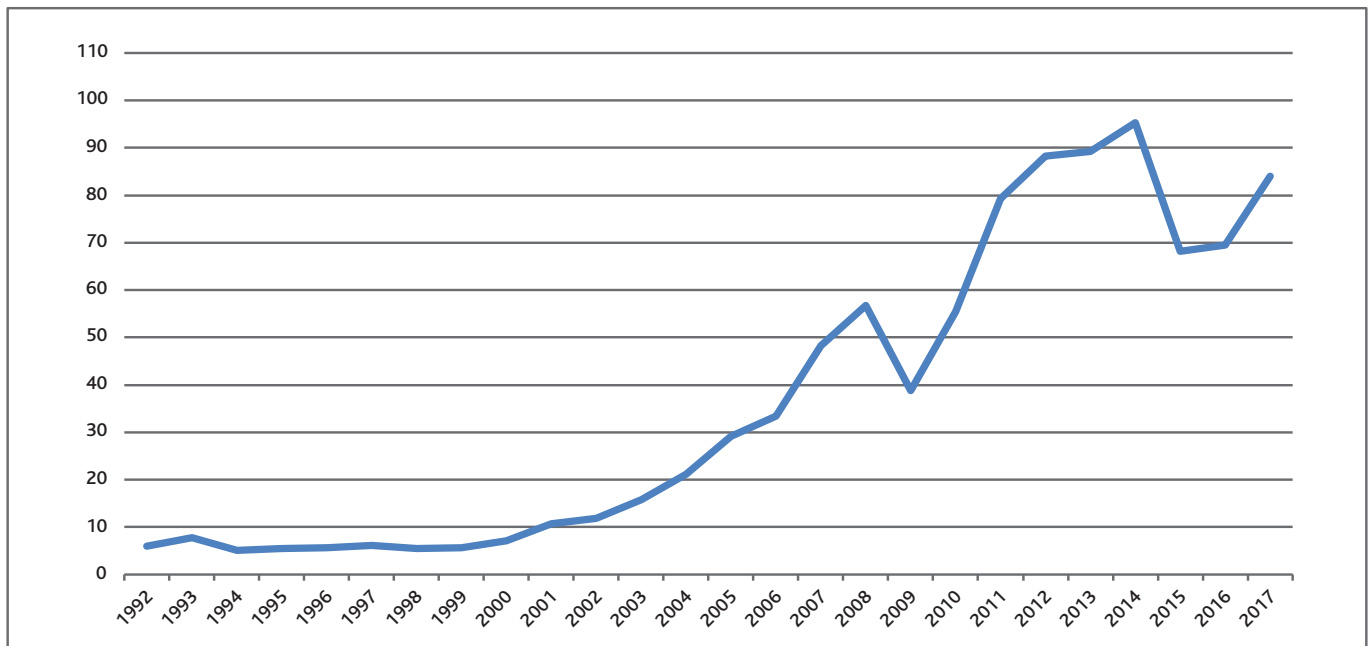
Les dangers du déséquilibre commercial

La Russie a une longue histoire de contacts avec la Chine qui ont été officiellement établis au XVII^e siècle, avec l'envoi des premières missions diplomatiques russes à Pékin. Dans les années 1860, les deux pays sont devenus des voisins immédiats lorsque les territoires de Sibirie orientale, que l'on appelle aujourd'hui l'Extrême-Orient russe, ont été rattachés à l'empire russe. Depuis, les questions de la délimitation de la frontière sino-russe, de l'exploitation conjointe des ressources naturelles de cette région et de la gestion des flux migratoires en provenance de la Chine ont été au cœur des disputes entre les deux pays. La chute de l'URSS et le règlement progressif de litiges frontaliers dans les années 1990 ont normalisé les relations politiques entre la Russie et la Chine et contribuent au développement rapide de liens commerciaux sino-russes.

Au départ, c'est dans les régions frontalières que les effets des échanges commerciaux croissants se sont fait sentir de façon plus manifeste. Dans les années 1990, la population de l'Extrême-Orient russe se trouvait dans des conditions très difficiles : la plupart des programmes d'aide gouvernementale ont été supprimés alors que les entreprises d'État qui n'arrivaient pas à s'adapter aux changements économiques radicaux, ne fonctionnaient pas, et les *kolkhozes* – en pleine restructuration – n'assuraient plus une production agricole suffisante. Dans cette situation, les vêtements et les produits alimentaires importés de RPC à des prix compétitifs par les commerçants chinois ont vite trouvé leurs consommateurs sur le marché local en plein désarroi. Ces produits n'étaient pas de très grande qualité, mais ils étaient un moyen de survivre pour la population locale lourdement frappée par les crises économiques successives qui ont caractérisé l'époque de Boris Eltsine. C'est ainsi que les biens de consommation chinois sont devenus des produits de base pour une majorité d'habitants de l'Extrême-Orient russe.

Pour répondre aux besoins de ce marché soudainement disponible et en pleine expansion, dans le nord-est de la Chine, la région limitrophe à la Russie, qui correspond aux provinces chinoises du Heilongjiang, du Liaoning et du Jilin, plusieurs zones franches sont apparues, considérées comme des fenêtres importantes pour le commerce extérieur de la RPC. Les Chinois y ont créé des pôles de production et de commerce orientés vers le marché russe : des exploitations agricoles produisant des légumes et des fruits, des entrepôts et des centres de distribution de marchandises, de nombreuses usines d'industrie légère. Progressivement, une structure complexe de circulation de biens entre les deux pays, un élément fonctionnel de réseaux commerciaux transnationaux, s'est mise en place. L'accroissement considérable des échanges commerciaux entre les deux pays depuis le début des années 2000

**Figure 1 – Évolution des échanges commerciaux entre la Chine et la Russie, 1992-2017
(en milliards de dollars US)**



Source : Andreïtchouk et Louzounov 2012 ; ministère du Développement économique de Russie 2015 et 2018.

reflète cette évolution (voir la figure 1), ainsi que l'importance grandissante de la Chine dans le commerce international. Jusqu'en 2015, le commerce bilatéral sino-russe augmentait donc à un rythme continu, malgré la crise économique de 2008 dont les effets se sont révélés temporaires : en 2009, le commerce sino-russe a diminué de 31,7 %, mais l'année suivante le volume d'échanges est revenu quasiment au niveau d'avant la crise. Cependant, en 2015, le commerce bilatéral s'est à nouveau retrouvé en chute libre, tributaire de la mauvaise conjoncture économique mondiale et de la baisse significative des prix de l'énergie. En 2017, les relations commerciales sino-russes ont cependant retrouvé leur vitalité, alimentées par les ventes d'armement et de technologies militaires russes, ainsi que par l'intensification des exportations de pétrole et de gaz naturel russes au profit du voisin chinois (Lukin 2018).

Ainsi, sur le plan commercial, l'effort de rapprochement russo-chinois semblait porter ses fruits. Depuis 2001, le volume d'échanges commerciaux sino-russes a été multiplié par 9, atteignant 95,3 milliards de dollars US en 2014, un chiffre record. En 2017, la Chine fut le 1^{er} partenaire commercial de la Russie pour la huitième année consécutive, avec un volume d'échanges atteignant 84,07 milliards de dollars, une augmentation de 20,8 % par rapport à l'année précédente⁽⁵⁾. Ce bilan commercial positif masque, cependant, plusieurs déséquilibres importants.

En effet, jusqu'en 2006, cette croissance des échanges était principalement le résultat de l'augmentation des exportations russes vers la Chine, ce qui a permis à la Russie de maintenir un excédent commercial dans ses rapports avec la RPC. Toutefois, les importations en provenance de la Chine augmentaient de façon très rapide, stimulées par les besoins en produits de consommation courante dans les régions de l'Extrême-Orient russe et en Sibérie. C'est ainsi que depuis 2007, la balance commerciale reste globalement en faveur de la RPC (voir la figure 2).

En parallèle, la structure des échanges commerciaux s'est radicalement transformée (voir figure 3). Dans les exportations russes vers la Chine pré-

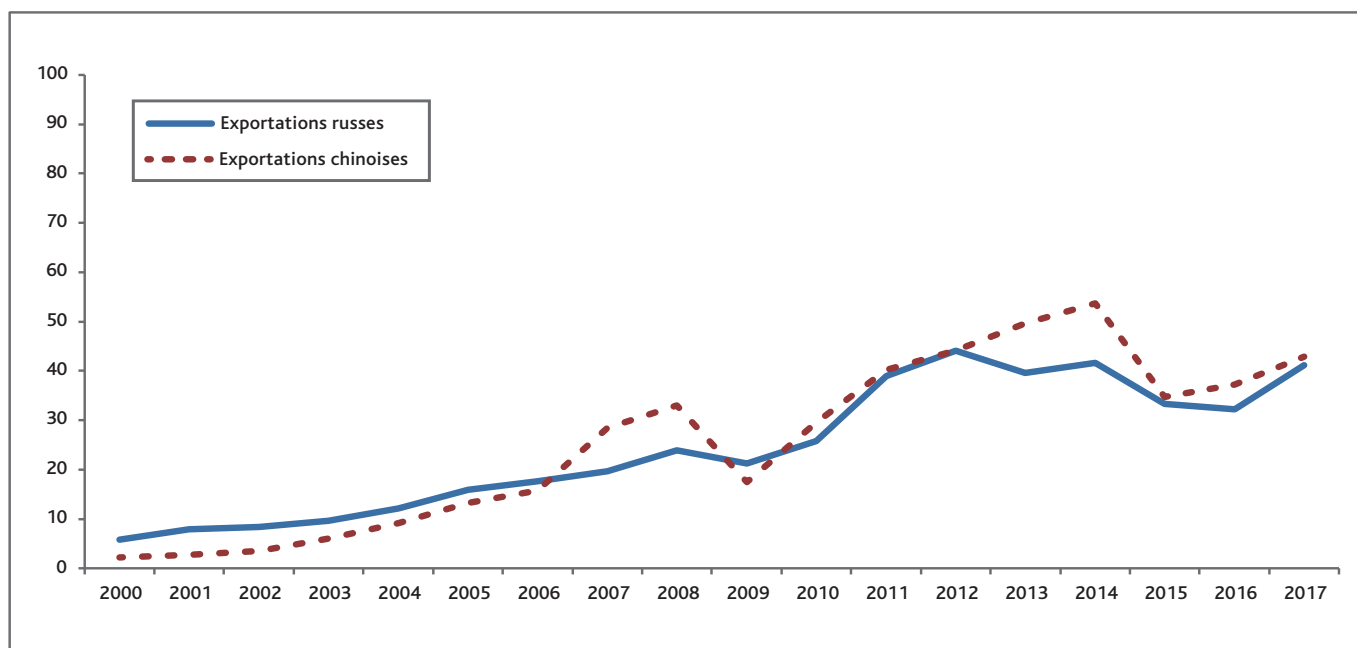
dominant désormais les matières premières – le pétrole, les bois ronds et les minerais non-ferreux, tels que le nickel, le cuivre et l'aluminium. Ainsi, si les hydrocarbures n'occupaient que 15 % des exportations russes en Chine en 2002, leur part s'élevait à 66,2 % en 2017. L'époque durant laquelle Moscou ambitionnait d'exporter en Chine les technologies russes et les produits industriels semble donc révolue : les machines et les équipements industriels, qui représentaient encore 20 % des exportations russes en 2002, ne figurent même plus dans la liste des produits exportés en 2017. Les engrais et la pâte à papier ont aussi presque disparu de cette liste (1,11 % et 0,25 % respectivement), car, désormais, la Chine les produit elle-même, en utilisant en partie les matières premières (le bois et les composantes chimiques) importées à bas prix de Russie.

Quant aux importations chinoises en Russie, elles ont aussi changé de nature (voir figure 4) : en 2002, les chaussures, les vêtements et les autres produits de consommation courante y prédominaient (48,7 %), tandis qu'en 2017, c'étaient les machines et les équipements industriels (44,5 %). La part de vêtements, chaussures, meubles, jouets et autres articles personnels et domestiques s'est réduite considérablement (22,8 %), même si en Extrême-Orient russe et en Sibérie orientale, ils continuent à occuper une place prépondérante sur les marchés locaux.

Ces évolutions se sont accentuées du fait que, pour la Chine, les relations commerciales avec la Russie sont beaucoup moins significatives que celles avec l'Occident : en 2014, quand le volume d'échanges sino-russe a battu tous les records en atteignant 95 milliards de dollars US, le commerce de la Chine avec l'UE et les États-Unis représentait respectivement 615 milliards et 555 milliards de dollars US (China Statistical Yearbook 2015). Ainsi, du point de vue commercial, la Russie ne peut prétendre qu'à une position de partenaire junior, qui a besoin de la Chine mais dont la Chine peut se passer

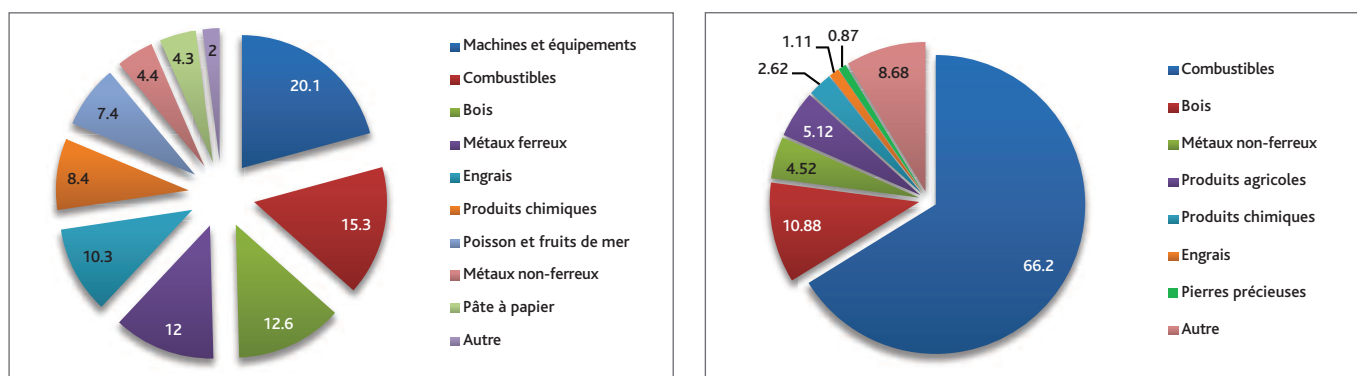
5. « Plus de 100 milliards de dollars d'échanges entre la Chine et la Russie attendus pour 2018 », *Xinhua*, 20 avril 2018, <http://french.peopledaily.com.cn/Economie/n3/2018/0420/c31355-9451718.html> (consulté le 21 avril 2018).

Figure 2 – Évolution des exportations russes vers la Chine et des exportations chinoises vers la Russie, 2000-2017 (en milliards de dollars US)



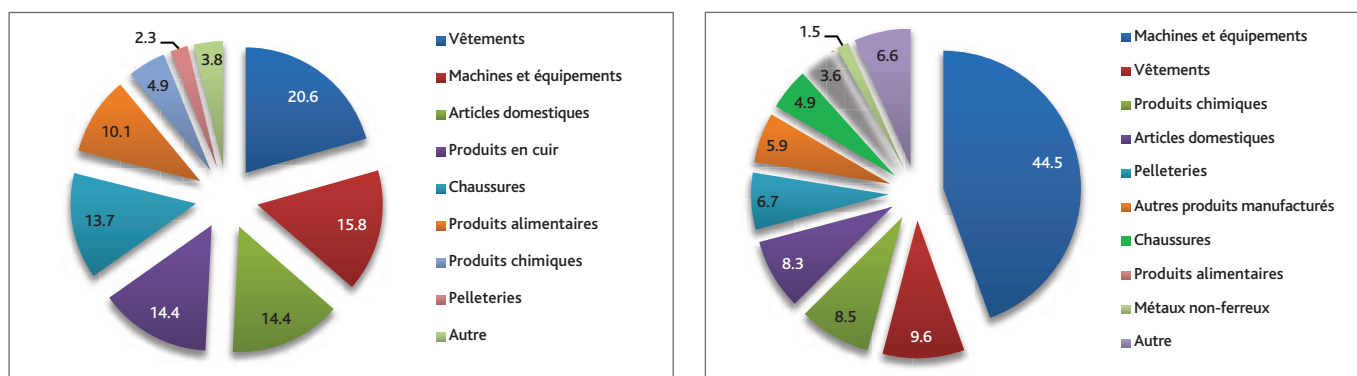
Source : Andreïtchouk et Louzounov 2012 ; ministère du Développement économique de Russie 2015 et 2018.

Figure 3 – Structure des exportations russes vers la Chine en 2002 et en 2017 (en %)



Source : Renmin Ribao 2003 ; ministère du Développement économique de Russie 2018.

Figure 4 – Structure des exportations chinoises vers la Russie en 2002 et en 2017 (en %)



Source : Renmin ribao 2003 ; ministère du Développement économique de Russie 2018.

sans grande difficulté. À ce constat peu rassurant pour Moscou s'en ajoute un autre, que le Kremlin a autant de difficultés à accepter.

La complémentarité entre le Nord-Est chinois et l'Extrême-Orient russe

Des relations économiques plus étroites

Dans les années 2000, avec la croissance des échanges commerciaux entre les zones frontalières chinoises et russes, la complémentarité géographique et économique entre l'Extrême-Orient russe et le Nord-Est chinois s'est accentuée. Les activités économiques des Chinois en Russie se sont également diversifiées : au commerce de détail s'ajoutent désormais le bâtiment, l'agriculture, le tourisme ainsi que l'exploration des ressources naturelles de la région. En parallèle, les entrepreneurs chinois, dans leurs recherches de nouvelles opportunités économiques, s'aventurent de plus en plus à l'ouest du pays, en étendant progressivement leurs réseaux commerciaux sur l'ensemble du territoire de l'ancienne Union soviétique. Cette complémentarité croissante des régions frontalières est souvent soulignée avec beaucoup d'optimisme par les hommes politiques et les chercheurs chinois qui la considèrent comme un processus naturel d'intégration régionale, un symbole des bonnes relations entre les deux pays (Gao 2008 ; Diao et Liu 2009 ; Li 2013).

Du côté russe, ce fait est aujourd'hui perçu comme un mal nécessaire par les acteurs économiques et politiques locaux qui se tournent de plus en plus vers des partenaires en Asie orientale pour les moyens de développement (crédits, investisseurs pour les projets, technologies, main-d'œuvre, etc.) car ils ne voient pas d'autre solution aux problèmes économiques récurrents de l'Extrême-Orient russe (Ivanov 2009). Géographiquement et logistiquement isolée du reste de la Russie, la région connaît depuis la disparition de l'URSS une forte dépression socioéconomique aggravée par la migration massive de la population locale vers la partie européenne de la Russie. Depuis la chute de l'URSS la population de l'Extrême-Orient russe a diminué de plus 1,8 millions personnes pour n'atteindre que 6,2 millions d'habitants (Garousova 2014). Par contraste, la population du Nord-Est chinois voisin s'élevait en 2016 à 109,1 millions d'habitants (China Statistical Yearbook 2017). Cette forte disparité démographique entre les deux régions frontalières inquiète les habitants de l'Extrême-Orient russe, qui voient souvent la montée en puissance de leur voisin en termes de la rhétorique du « péril jaune » (Jing 2009). À Moscou, cette situation suscite également des réactions ambiguës. Tout en souhaitant la mise en valeur de ces vastes territoires et de leurs ressources, les autorités fédérales hésitent à laisser à la Chine les mains libres dans cette entreprise de crainte d'une perte de maîtrise sur le développement économique de l'Extrême-Orient russe, voire, à terme, de souveraineté sur la région.

Une réticence russe perceptible dans les projets communs

Ainsi, en 2009, pour stimuler le développement de relations régionales sino-russes, Moscou et Pékin ont adopté le « Programme de la collaboration entre les régions de l'Extrême-Orient russe et de la Sibérie orientale et le Nord-Est de la RPC », qui détaillait les 160 projets conjoints prévus à mettre en œuvre d'ici 2018, dont 94 devraient être réalisés sur le territoire russe. Ce programme de collaboration, tout en restant très ambitieux sur le papier,

n'a pas réussi à apporter des résultats économiques significatifs, principalement du fait de la marche arrière du Kremlin qui n'a pas souhaité confirmer son intention en débloquant le financement et l'appui institutionnel nécessaires pour la réalisation des initiatives prévues. Par conséquent, à l'heure actuelle, seulement 22 d'entre eux sont en cours de réalisation, alors que les autres sont en suspens ou abandonnés pour diverses raisons (Latkin et Xiang 2015). L'histoire de la construction du pont ferroviaire frontalier Tongjiang-Nizhneleninskoye sur le fleuve Amour illustre également cette situation assez paradoxale. Ce pont aurait permis à réduire considérablement le coût et le temps de transport entre la ville de Khabarovsk et la province du Heilongjiang. Bien que l'accord de principe sur sa construction a été signé en 2008, c'est seulement en 2013 que tous les détails concrets de la réalisation du projet ont enfin été décidés. Selon l'accord bilatéral, chaque pays devait se charger d'édifier sa section du pont, jusqu'à la frontière. La plus grande partie du pont (1 755 mètres) se trouvait sur le territoire chinois et fut terminée en février 2014, alors que les Russes n'avaient toujours pas réussi à construire la leur, longue de 310 mètres, faute du manque de financement et d'enthousiasme de la part des compagnies russes locales associées au projet. Les travaux ont finalement débuté en 2017, à la suite de plaintes des partenaires chinois qui ont conduit à une intervention directe de Vladimir Poutine dans la gestion du projet⁽⁶⁾.

C'est en partie pour répondre à ces inquiétudes que, depuis quelques années, Moscou déploie un effort considérable pour accompagner plus étroitement le développement de l'Extrême-Orient russe, en créant un ministère spécifique pour l'Extrême-Orient ou en décidant de moderniser la voie ferrée qui relie la région d'Irkoutsk à la côte de l'océan Pacifique⁽⁷⁾. Pour souligner l'importance géopolitique de la région pour l'avenir du pays, Vladimir Poutine a ordonné la construction, dans la région de l'Amour, de la nouvelle base de lancement d'appareils spatiaux, *Vostotchny*, qui devrait à terme réduire la dépendance de la Russie au cosmodrome de Baïkonour situé au Kazakhstan⁽⁸⁾. Mais en même temps, les autorités fédérales ne disposent pas des ressources financières suffisantes pour réaliser la plupart des grands projets annoncés et l'un des objectifs du nouveau ministère serait d'attirer les investissements étrangers en provenance d'Asie. Ainsi, Moscou souhaite affirmer son emprise économique et géopolitique sur l'Extrême-Orient russe, mais en est incapable sans la participation des acteurs asiatiques, chinois principalement, dans la modernisation de ces territoires.

La chute des cours du pétrole, qui a durement frappé l'entrée de devises étrangères en Russie, mais surtout la crise ukrainienne et les sanctions occidentales qui en ont découlé, ont aggravé cette situation paradoxale. Moscou s'est vu obligé d'abandonner son approche prudente vis-à-vis de Pékin

- Andrei Golovanov, « Most plus tarif ravno. Soudba pervogo v Rossii jeleznodorjnogo mosta v Kitai zavisit ot ego privilekatelnosti dlia eksportov » (Le pont plus le droit de douane est égal à quoi ? Le destin du premier pont ferroviaire sino-russe dépend de son potentiel pour les exportations), *East Russia*, 2017, <https://www.eastrussia.ru/material/most-plyus-tarif-ravno/> (consulté le 21 avril 2018).
- Il s'agit de l'embranchement de la voie du Transsibérien connue sous le nom de la Magistrale Baïkal-Amour (la BAM) dont la construction terminée dans les années 1970 a permis de mettre en valeur le site de la mine de charbon à ciel ouvert de Neroungri. Suite à la chute de l'URSS, les projets miniers et industriels de la région furent abandonnés et la BAM sous-utilisée fut déclarée non-viable économiquement. Ses nombreux tronçons se sont dégradés et sa restauration coûtera plusieurs millions de dollars, cf. Vlada Verevkina, « Tarif ourezannyi » (Le tarif coupé), *East Russia*, 2016, <https://www.eastrussia.ru/material/tarif-urezannyi/> (consulté le 2 octobre 2017).
- Pour utiliser le cosmodrome Baïkonour la Russie paie au Kazakhstan 115 millions de dollars US tous les ans. La construction de Vostotchny devrait permettre d'économiser ces fonds. Cependant, la réalisation de ce projet n'avance pas comme prévu, accusant d'importants retards à cause de problèmes de financement et de corruption, cf. Andreï Borisov, « Vsem spasibo, vse svobodny » (Merci à tout le monde, vous pouvez disposer), *Lenta.ru*, 2017, <https://lenta.ru/articles/2017/04/28/rosocosmos/> (consulté le 2 octobre 2017).

et de son influence croissante à l'est du pays, dans l'espoir d'améliorer les perspectives économiques de la Russie qui semblaient alors catastrophiques du fait de cette double conjoncture de la chute du prix du pétrole et de la mise en place des sanctions occidentales. L'idée que la Chine puisse remplacer avantageusement l'Occident comme partenaire économique et comme source de technologies et de techniques de pointe est devenue un mantra du Kremlin, relayé par tous les médias russes et activement promu au sein du gouvernement⁽⁹⁾.

Le mirage des grands projets sino-russes

Le tournant russe actuel vers la Chine semble être fondé avant tout sur la réalisation de grands projets bilatéraux, principalement dans les domaines de l'énergie et des technologies militaires et spatiales. Cette tendance n'est pas un phénomène nouveau – l'énergie se trouve au cœur des relations sino-russes depuis la chute de l'URSS. En 1996, lors de la visite officielle de Boris Eltsine à Pékin, les deux pays ont signé le premier accord sur le développement de la coopération énergétique entre les deux pays qui a permis, quelques années plus tard, de réaliser les premiers projets dans ce domaine. Dès le début de son premier mandat, Vladimir Poutine a souligné sa volonté de développer un réseau énergétique en Sibérie orientale et en Extrême-Orient vers le Pacifique et la Chine, ce qui a trouvé une confirmation officielle dans *La stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020*, publié en 2003, ainsi que dans sa nouvelle version parue en 2009. Selon ce document, en 2030, l'Asie (la Chine et le Japon principalement) va recevoir 25 % du pétrole et 20 % du gaz produits en Russie annuellement (Baïkov 2010). Toutefois, la réalisation de ces ambitions fut retardée durant des années. Pour exploiter les ressources en Sibérie et dans l'Extrême-Orient russe, il était nécessaire de construire des infrastructures sous-jacentes et d'obtenir l'accès aux nouvelles technologies et aux architectures de forage détenues principalement par les compagnies occidentales, ce qui demandait des investissements considérables. De plus, Moscou ne souhaitait pas que la Chine devienne l'unique acheteur du pétrole et du gaz russes dans la région, afin d'éviter la dépendance de l'industrie russe au marché énergétique chinois. Le Japon et la Corée du Sud furent donc aussi invités à participer à ces projets, ce qui compliquait les négociations avec Pékin et repoussait davantage la réalisation des objectifs annoncés dans *La stratégie énergétique de la Russie*.

De ce fait, ce n'est qu'en 2011 que la Russie a commencé à exporter massivement du pétrole brut en Chine. Pékin a financé en partie la construction des oléoducs sur le territoire russe, ce qui lui a permis de sécuriser, à un prix compétitif, son emprise sur les stocks d'hydrocarbures sibériens pour les années à venir⁽¹⁰⁾. Avec l'éclatement de la crise ukrainienne qui a provoqué entre autres des tensions autour du transport et des importations futures de gaz russe en Europe, le marché asiatique, avec son potentiel de croissance, est devenu le centre d'attention du Kremlin à la recherche d'alternatives à ses relations commerciales avec l'Occident.

En effet, depuis 2014, Moscou a multiplié de nouvelles coopérations industrielles avec Pékin, dont un important contrat gazier de 400 milliards de dollars US qui prévoit la livraison annuelle de 38 milliards m³ de gaz russe à la Chine jusqu'en 2048. Ce « méga-contrat », souvent cité par les différents médias comme le symbole du nouveau rapprochement sino-russe, est pourtant le résultat de dix années d'efforts et de négociations serrées sur le prix du gaz et le financement de la construction du réseau de gazoducs. Signé dans un contexte international tendu, cet accord gazier et l'ensemble des conditions qui y sont attachées ne sont toujours pas rendus public et,

selon les nombreux experts, pour le conclure aussi rapidement, Moscou a dû céder aux demandes chinoises en matière de prix (Lukin 2018). Cela a, certes, permis au Kremlin de démontrer à ses partenaires occidentaux que la Russie est loin d'être isolée sur la scène internationale, mais cela s'est fait au prix de concessions économiques envers la Chine.

Ainsi, le rapprochement politique tant vanté par Moscou n'a pas rendu la Chine plus conciliante sur les questions économiques. Bien au contraire, elle a profité de cette occasion pour réhausser ses exigences en matière de prix et d'accès au marché russe. Les hommes d'affaires russes, qui pensaient que les banques chinoises pourraient fournir les capitaux et pallier ainsi aux effets négatifs des sanctions occidentales, ont été vite déçus par le manque d'enthousiasme de leurs homologues chinois qui leur imposent des conditions difficiles à accepter.

La collaboration sino-russe dans le cadre du projet BRI

Un projet qui suscite une certaine méfiance en Russie

La volonté gouvernementale joue un rôle prépondérant dans l'approfondissement du partenariat stratégique sino-russe : elle stimule le développement de grands projets, mais elle rend aussi les mécanismes de leur réalisation lourds et inefficaces. Dans certains cas, les bénéfices économiques de ces projets ne sont envisageables qu'à très long terme, après qu'un nombre de conditions, y compris géopolitiques, soit réalisées. La participation de la Russie au projet BRI en est une parfaite illustration. Décrit par Pékin comme « bénéfique pour tous » (*gongying* 共赢), ce programme de coopération internationale à grande échelle devrait avant tout soutenir les rythmes de croissance de l'économie chinoise qui, depuis quelques années, connaît un ralentissement de plus en plus prononcé, ce qui menace la stabilité interne du pays. Il devrait aussi permettre à la Chine de passer à une nouvelle étape de son développement économique et de réaliser les principaux objectifs stratégiques fixés par Xi Jinping et son équipe : construire une « société de moyenne prospérité » d'ici à 2020 et transformer la Chine en un État socialiste modernisé, riche et puissant, d'ici à 2049 (Zhao 2016).

L'initiative chinoise qui ciblait au départ principalement le développement des infrastructures en Asie centrale, a été accueillie avec beaucoup de méfiance par Moscou, qui y voyait une menace à ses intérêts économiques et géopolitiques. Depuis la disparition de l'URSS, le développement des liens commerciaux très intenses entre la Chine et les pays centrasiatiques est allé de paire avec l'érosion progressive de l'influence russe dans la région. Depuis 2013, la Chine est le principal partenaire commercial du Kirghizstan (47,6 % du commerce national du pays), du Tadjikistan (26,9 %), du Turkménistan (42,7 %) et de l'Ouzbékistan (20,6 %) (Larin 2015). Pékin leur octroie des crédits avantageux et investit dans toutes sortes de projets industriels. La

9. Les médias russes ont longuement commenté l'abstention de Pékin lors du vote à l'ONU sur le référendum en Crimée, y voyant un signe du soutien de la position russe. En réalité, la Chine ne s'est jamais ouvertement prononcée sur le sujet. Néanmoins, les compagnies chinoises ont participé au projet de la construction du pont reliant la Russie à la Crimée, le projet ciblé par les sanctions occidentales (Gabuev et Kachin 2017).

10. En 2016, la Russie est ainsi devenue le premier fournisseur de pétrole brut de la Chine, dépassant l'Arabie saoudite qui dominait le marché chinois jusqu'alors. La différence entre les livraisons russes et celles de l'Arabie saoudite n'est pourtant pas très prononcée (1,05 millions de barils par jour contre 1,02), mais la Russie a atteint ce niveau en une année seulement, en augmentant ses livraisons de pétrole brut de 24 % en 2016, cf. Sergueï Manoukov, « Rossiya stala glavnym postavchikom nefi v Kitai » (La Russie est devenue le principal exportateur de pétrole en Chine), *Expert online* (Expert online), 2017, <http://expert.ru/2017/01/23/rossiya-stala-glavnym-postavchikom-nefti-dlya-kitaya/> (consulté le 2 octobre 2017).

Russie ne peut pas concurrencer l'offre chinoise et semble perdre progressivement mais inévitablement son influence au sein de l'espace eurasiatique, malgré le lancement de plusieurs initiatives d'intégration régionale, comme l'Union douanière ou l'Union économique eurasiatique (UEE). Les objectifs principaux de ces projets pilotés par Moscou étaient d'assurer la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux entre les pays membres ainsi que de promouvoir l'idée d'une interdépendance naturelle qui faciliterait l'intégration économique entre la Russie et les pays centraasiatiques. L'initiative BRI qui vise les objectifs similaires n'a pas donc été vue par Moscou comme une opportunité économique, mais plutôt comme un défi. La crise ukrainienne, suivie des sanctions occidentales à l'encontre de Moscou, a obligé le Kremlin à revoir sa position et à envisager une collaboration sino-russe plus étroite dans le cadre du projet BRI.

En Asie centrale, après des longues négociations, Moscou et Pékin semblent avoir retrouvé un terrain d'entente et coordonnent leurs efforts en combinant le BRI chinois avec l'initiative russe de l'UEE. Cette configuration nouvelle devrait atténuer la question de la rivalité sino-russe en Asie centrale, en permettant à tous les acteurs d'y trouver leur compte. À l'heure actuelle, ce « raccordement » (*sopriajenie* en russe ou *duijie* 对接 en chinois) reste un concept vague, entre autres à cause de différences de vision et de problèmes de communication existants entre Pékin et Moscou. Par exemple, les Russes souhaitent que la Chine reconnaisse l'UEE comme un partenaire incontournable dans ses négociations avec les pays d'Asie centrale, alors que les Chinois considèrent l'UEE comme le prolongement de leur propre initiative dont le rôle principal est de promouvoir les objectifs du BRI (Gabuev 2016a). Les modalités réelles de cette collaboration sino-russe en Asie centrale restent donc à préciser.

Des perspectives commerciales encore assez limitées

Ainsi, pour l'instant, la participation russe au BRI semble se résumer à l'utilisation du Passage du Nord-Est en Arctique et du Transsibérien pour transporter les produits chinois en Europe et des matières premières russes en Chine, un projet ancien de diversification du marché de cette voie ferrée (Helle 1977) que Moscou a accepté, tout comme le développement des routes arctiques, de voir intégré au BRI. La croissance du trafic commercial sur le Transsibérien pourrait, en principe, apporter des profits importants, mais elle est conditionnelle à la modernisation de cette voie ferrée. Dans son état actuel, le Transsibérien se trouve déjà à sa capacité de transit maximal, ce qui conduit à des nombreux goulots d'étranglement et ralentit son fonctionnement. Sa rénovation exige des milliards de dollars d'investissement que Pékin ne promet pas à Moscou. En effet, il faut non seulement renouveler les équipements techniques existants, mais aussi accroître la vitesse de prise en charge des trains et augmenter la taille des quais de gare.

Par ailleurs, le coût de transit de la marchandise chinoise par le Transsibérien varie sensiblement en fonction de l'itinéraire : le transport d'un conteneur standard de 20 pieds (1 TEU) par le tronçon oriental du Transsibérien, de Shanghai à Brest, coûtait 2 200 dollars US ; le transit du même conteneur par le tronçon occidentale du Transsibérien, via le territoire du Kazakhstan, selon le trajet Urumchi-Omsk-Moscou-UE, reviendrait à environ 1 300 dollars US (Makarov et Sokolova 2016). Dans tous les cas, envoyer un conteneur par la voie maritime se révèle moins cher que de le faire par la voie terrestre : en 2016, le coût moyen de transport d'un conteneur de Shanghai en Europe était de 932 dollars US.

De plus, les navires cargos sont capables de déplacer plus de 10 000 conteneurs à la fois, les trains pas plus que 500 ; il est donc difficile d'imaginer

que dans l'avenir proche les voies terrestres puissent concurrencer les routes maritimes dans le commerce international de la RPC. Malgré les grandes déclarations officielles sur les bénéfices que la modernisation du Transsibérien puisse apporter à la Russie et à la Chine, Pékin ne souhaite pas pour autant investir dans ce projet à la rentabilité mal assurée, alors que Moscou ne possède pas de fonds nécessaires pour la réaliser. Cependant, des sommes considérables ont déjà été investies en Chine pour la modernisation du réseau chinois jusqu'au Kazakhstan, via les gares ferroviaires d'Alashankou et de Khorgos (Huang et Lasserre 2017 ; Huang *et al.* 2018). À la fois pour soutenir la modernisation du réseau domestique et pour diversifier les possibilités de liaisons commerciales entre l'intérieur du pays et les marchés européens, la Chine semble soutenir le développement de ces liaisons ferroviaires, tout comme entre la Chine et le Laos et entre la Chine et l'Iran, dans le cadre du BRI. Le trafic demeure encore limité (un peu plus de 1 % des exportations chinoises ; environ 40 000 conteneurs pour les liaisons Chine-Allemagne) mais connaît une forte croissance, surtout sur l'itinéraire via Alashankou-Kazakhstan, segment occidental du Transsibérien (Lasserre *et al.* 2017). C'est aussi dans le cadre d'une modernisation des liaisons qu'un accord de principe sur la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse Moscou-Pékin a été signé en 2014, et qu'un accord complémentaire portant sur le début des travaux du segment Moscou-Kazan a été paraphé en 2015. Néanmoins, la réalisation de ces deux projets semble être gelée, car les conditions imposées par les Chinois les rendent rentables pour la Russie seulement si l'exploitation de ses nouvelles lignes ferroviaires engendre immédiatement un profit considérable, ce qui n'est pas garanti⁽¹¹⁾.

L'intérêt chinois pour l'Arctique russe et ses ressources n'est pas nouveau, même si à l'heure actuelle, à l'exception du mégaprojet de production de gaz naturel liquéfié à Yamal, peu de projets de collaboration sino-russes ont été mis en place dans cette région. La participation chinoise⁽¹²⁾ à la construction de cette gigantesque usine de liquéfaction de gaz et des infrastructures associées au nord du cercle arctique est présentée par Pékin comme une grande réussite qui démontre la capacité de la Chine à relever des défis financiers et techniques importants et qui justifie l'intérêt croissant de la Chine pour l'Arctique et la mise en valeur de ses ressources (Sørensen et Klimenko 2017).

L'inclusion officielle du Passage du Nord-Est dans le réseau maritime du BRI, annoncée officiellement en 2017, pourrait en effet stimuler la coopération sino-russe dans le domaine de l'énergie et du transport ainsi que d'élargir l'implication chinoise au sein des projets conjoints. En effet, la Chine souhaite participer dans les exploitations de ressources naturelles de l'Arctique russe et dans la construction de nouvelles infrastructures sur le territoire russe qui permettront d'assurer le trafic commercial via le Passage du Nord-Est, non seulement comme un investisseur silencieux mais aussi comme un fournisseur d'équipements et de technologies. La Russie semble être prête à franchir ce pas, au moins au niveau du discours officiel, et d'accorder aux entreprises chinoises davantage d'opportunités économiques sur son territoire dans le cadre du BRI.

11. Alexander Gabuev, « Chelkovyi put v nikouda » (La route de la soie qui mène nulle part). *Vedomosti* (Les Nouvelles), 15 mai 2017, <https://www.vedomosti.ru/opinion/articles/2017/05/15/689763-shelkovii-put> (consulté le 17 avril 2018).

12. Le Yamal GNL est détenu par un consortium international dont la compagnie russe, Novatek, possède 50,1 %, le Français Total 20 % et les Chinois CNPC et Silk Road Fund 20 % et 9,9 % respectivement. Les banques chinoises Export-Import Bank of China et China Development Bank ont débloqué 12 milliards de dollars pour financer le projet. Cependant, cet accord de crédit a été signé après de longues négociations, une fois que l'État russe a apporté des garanties financières additionnelles. Cf. Nadezhda Filimonova et Svetlana Krivokhizh, « China's Stakes in the Russian Arctic », *The Diplomat*, 2018, <https://thediplomat.com/2018/01/chinas-stakes-in-the-russian-arctic/> (consulté le 21 avril 2018).

Rapprochement temporaire ou stratégie durable ?

Le rapprochement entre Pékin et Moscou est influencé par un grand nombre de facteurs, relevant à la fois des contextes international et internes, très fluctuants et susceptibles d'évoluer très vite. Consciente du déplacement progressif des équilibres économiques et politiques internationaux vers l'Asie, et notamment vers la Chine, la Russie souhaite profiter de son rapprochement avec la Chine pour améliorer ses propres perspectives économiques. La détérioration rapide de ses relations avec l'UE et les États-Unis a poussé Moscou à s'appuyer davantage sur son voisin chinois, qui, à la différence du Japon et de la Corée du Sud, deux autres cibles de son « pivot vers l'Est », ne s'est pas joint aux sanctions occidentales. Le soutien de Pékin est néanmoins venu au prix de concessions économiques importantes que la Russie n'était pas nécessairement prête à accepter.

L'histoire de la vente de 10 % des actions de la compagnie pétrolière russe, Vankorneft, à la China National Petroleum Corporation (CNPC) est un bon exemple de cette situation complexe. Vankorneft, une société filiale du géant pétrolier russe Rosneft, est l'exploitant principal du grand gisement d'hydrocarbures à Vankor, situé au nord de la Sibérie orientale en Russie dont les réserves de pétrole s'élèvent à 361 millions de tonnes et celles de gaz à 138 milliards de m³, ce qui le classe parmi les sites d'importance stratégique nationale (Overland et Kubayeva 2017). L'accord de principe sur la vente des parts de Vankorneft à la Chine a été signé en novembre 2014, en pleine crise ukrainienne. Cependant, après deux ans de négociations, ce contrat fut annulé, car la Russie et la Chine ne sont pas parvenues à se mettre d'accord sur les conditions de vente. Le prix proposé par la CNPC a été jugé trop bas par Rosneft et aucun des deux partenaires n'acceptait de baisser leurs exigences. À ce désaccord sur le prix s'ajoutait la demande des Chinois d'avoir plus de places au sein du conseil d'administration de Vankorneft et de participer aux activités de forage. Cette demande a été jugée inacceptable par Rosneft, qui comptait conserver le contrôle total sur la gestion du gisement et attendait de la CNPC d'être seulement un partenaire silencieux. Finalement, Rosneft a vendu 38,8 % des actions de Vankorneft à des entreprises indiennes – Oil India, Indian Oil, Bharat Petro Resources et ONGC Videsh – qui se sont montrées plus accommodantes que la CNPC (Nikolaev 2017).

Ainsi, malgré une attitude officielle assez complaisante, Pékin n'a pas voulu sacrifier ses intérêts économiques nationaux sur l'autel de « l'amitié sino-russe » comme l'avait espéré Moscou, et n'a fait aucune concession lors des négociations sur le prix des contrats et sur les conditions de leur réalisation. En refusant d'endosser le rôle de partenaire junior au sein de relations bilatérales de plus en plus dominées par la Chine, Moscou a immédiatement tenté de faire marche-arrière dans ses propositions de coopération économique. Ce contrat pétrolier n'est pas le seul projet sino-russe d'importance stratégique qui fut reconsidéré par Moscou ou par Pékin : sur 21 grands accords sino-russes (les contrats d'une valeur estimée de plus d'un milliard de dollars) sur la réalisation des différents projets conjoints dans l'Arctique russe, signés entre 2012 et 2017, seulement 10 ont trouvé une application réelle, les autres ont été abandonnés ou gelés (Rosen et Thuringer 2017). Il semblait donc qu'il existe une différence notable d'intérêts et d'objectifs économiques entre la Chine et la Russie. Cette différence semble difficilement compatible avec la logique de son rapprochement accéléré avec la Chine, annoncé en grande pompe à Moscou mais prudemment cautionné par Pékin. Outre le consensus politique présumé entre les deux pays, l'encouragement des interactions économiques bilatérales reste prisonnier,

d'une part, de l'absence d'une croissance stable de l'économie russe et, d'autre part, de la méfiance réciproque qui entrave la coopération réelle.

Conclusion

Le renforcement des relations avec la Chine se trouve au cœur du récent tournant asiatique russe. Ce n'est pas surprenant compte tenu de l'importance que le Kremlin attache au volet chinois de sa politique étrangère depuis la chute de l'URSS. En se posant en champions de la multipolarité, Moscou et Pékin ambitionnent de contester l'ordre établi sous la direction de Washington et aspirent à créer un nouveau système de sécurité collective en Asie Pacifique. Finalement, la Chine et la Russie coopèrent régulièrement dans le cadre de grandes organisations régionales, telles que les BRICS et l'Organisation de coopération de Shanghai. Cependant, malgré les nombreux points de convergence entre les deux pays, l'ambition et la géographie des intérêts russes et chinois sont loin d'être identiques. Bien au contraire, dans nombre de cas, ils se trouvent à l'opposé (rivalité d'influence en Asie centrale, différends sur les conditions de réalisation de projets conjoints, pour ne nommer que quelques exemples).

Le récent rapprochement de Moscou avec la région Asie-Pacifique, alors que la Russie traverse une crise profonde dans sa relation avec le monde occidental, inquiète ceux qui voient celui-ci comme la tentative de construire une sorte d'axe antiaméricain. Présentée par le Kremlin comme une stratégie de long terme qui vise à rééquilibrer la politique extérieure russe, ce cap vers l'Asie est entravé par l'importante divergence d'intérêts entre Moscou et Pékin, son principal partenaire en Asie, ainsi que par la faiblesse économique de la Russie qui peine à mener à bien des projets déjà existants, ou à proposer des contrats susceptibles d'intéresser les acteurs chinois. Néanmoins, si au départ, les efforts du Kremlin pour encourager les liens avec la Chine avaient bien souvent l'allure d'une réaction émotionnelle au refroidissement grandissant des relations entre la Russie et l'Occident, la situation semble désormais plus complexe. L'adhésion de la Russie au projet BRI et l'inclusion officielle de l'Arctique russe dans cette initiative chinoise témoignent de la volonté de Moscou et de Pékin d'élever le niveau de leur coopération économique et politique à un niveau plus important (Ferdinand 2016 ; Sangar 2017). À long terme, les perspectives du tournant chinois de la Russie dépendraient de la conjoncture internationale et de la capacité du Kremlin d'élaborer une stratégie cohérente de rapprochement avec la Chine, avec des objectifs clairement définis et appliqués sur le terrain.

■ Olga Alexeeva est professeure d'histoire chinoise au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

Département d'histoire, Université du Québec à Montréal,
Case postale 8888, Succursale Centre-Ville, Montréal
(Québec) Canada, H3C 3P8 (alexeeva.olga@uqam.ca).

■ Frédéric Lasserre est professeur de géographie au Département de géographie de l'Université Laval.
Département de géographie, Université Laval, Pavillon
Abitibi-Price, 2405 rue de la Terrasse, local 3155, Université
Laval Québec (Québec), G1V 0A6
(Frederic.Lasserre@ggr.ulaval.ca).

Article reçu le 28 novembre 2017. Accepté le 26 juillet 2018.

Références

- ANDREÏTCHOUK, Elena, et Nikita LOUZOUNOV. 2012. « Perspektivy razvitiya torgovogo oborota mejdu Rossiei i Kitaem » (Les perspectives de développement du commerce entre la Russie et la Chine). *Tamojennaya politika Rossii na Dalnem Vostoke* (La politique douanière de la Russie dans l'Extrême-Orient russe). 60 (3) : 82-92.
- BAÏKOV, Nazip. 2010. « Energeticheskaya strategiya Rossii na period do 2030 goda (EC-2030) » (La stratégie énergétique de la Russie jusqu'à 2030 [SE-2030]). *Mirovaia ekonomika i mejdunarodnie otnocheniya* (L'économie mondiale et les relations internationales). 10 : 119-22.
- China Statistical Yearbook. 2015. « Value of Imports and Exports by Country (Region) of Origin/Destination ». <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2015/indexeh.htm> (consulté le 27 août 2017).
- China Statistical Yearbook. 2017. « Population at Year-end by Region ». www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2017/indexeh.htm (consulté le 15 avril 2018).
- CABESTAN, Jean-Pierre, Sébastien COLIN, Isabelle FACON et Michal MELDAN. 2008. *La Chine et la Russie : entre convergences et méfiance*. Paris : Unicomm.
- COLIN, Sébastien. 2007. « L'ouverture de la frontière entre la Chine et la Russie et ses conséquences commerciales et migratoires : coopérations, tensions et représentations frontalières ». In Christian Bouquet et Hélène Velasco-Graciet (éds.), *Regards géopolitiques sur les frontières*. Paris : L'Harmattan. 61-78.
- DIAO Xiuhua et LIU Chang. 2009. « 俄东部地区开发与东北振兴的互动发展 » (*E Dongbu diqu kaifa yu Zhongguo Dongbei zhenxing de hudong fazhan*, La complémentarité du développement de l'Extrême-Orient russe et du redressement du Nord-Est chinois). *Xiboliya yanjiu* 36 (5) : 17-23.
- FERDINAND, Peter. 2016. « Westward ho—the China dream and 'one belt, one road': Chinese Foreign Policy under Xi Jinping ». *International Affairs* 92 (4) : 941-57.
- GABUEV, Alexander. 2016a. « Crouching Bear, Hidden Dragon: 'One Belt One Road' and Chinese-Russian Jostling for Power in Central Asia ». *The Journal of Contemporary China Studies* (5) 2 : 61-77.
- GABUEV, Alexander. 2016b. « Friends with Benefits?: Russian-Chinese Relations After the Ukraine Crisis ». *Carnegie Moscow Center*. http://carnegieendowment.org/files/CEIP_CP278_Gabuev_revised_FINAL.pdf (consulté le 1^{er} mai 2018).
- GABUEV, Alexander, et Vassili KACHIN. 2017. « Voennaya drujba: kak Rossiya i Kitai torgouïout oroujïem » (L'amitié militaire : sur le commerce d'armements entre la Russie et la Chine). *Carnegie Moscow Center*. http://carnegieendowment.org/files/CEIP_CP278_Gabuev_revised_FINAL.pdf (consulté le 21 avril 2018).
- GAO Xin. 2008. « 俄远东与西伯利亚地区在中国国际战略中的重要意义 » (*E Yuandong yu Xiboliya diqu zai Zhongguo guoji zhanlue zhong de zhongyao yiyi*, L'importance de l'Extrême-Orient russe et de la Sibérie pour la stratégie internationale de la Chine). *Xiboliya yanjiu* 35 (3) : 44-6.
- GAROUSOVA, Larisa. 2014. « Mejdunarodnaya migratsiya v sovremennoi Rossii : Dalnevostotchnyi kontekst » (La migration internationale en Russie d'aujourd'hui : le contexte de l'Extrême-Orient russe). *Territoriya novikh vozmojnostei* (Le territoire des nouvelles opportunités) 27 (4) : 9-22.
- HELLE, R. 1977. « Future of rail container transport in Eurasia ». *GeoJournal* 1 (3) : 55-60.
- HUANG, Linyuan, et Frédéric LASSERRE. 2017. « China's New Global Transport Network, Railway or Waterway? A Comparison of China's Arctic Shipping Intention and Freight Train within One Belt and One Road Strategy ». In Liu Yungang (éd.), *Towards New Political Geographies: Bridging East and West*. Beijing : China Review Academic Publishers. 313-36.
- HUANG, Linyuan, Frédéric LASSERRE et Éric MOTTET. 2018. « Nouvelles liaisons ferroviaires transasiatiques : une entreprise stratégique ? ». *Politique étrangère* 2018 (1) : 119-31.
- IVANOV, Sergueï. 2009. « Korreliatsiya programm razvitiya Dalnego Vostoka Rossii i vozrozdneniya Severo-Vostoka Kitaia: problemy i perspektivy » (La corrélation des programmes de développement de l'Extrême-Orient russe et du Nord-Est chinois : problèmes et perspectives). *Vestnik DVO RAN* (Le Bulletin de la section de l'Extrême-Orient russe de l'Académie des sciences russe) 5 : 132-9.
- JING Jinghua. 2009. « 当代俄罗斯社会的排外思潮评析 » (*Dangdai Eluosi shehui de paiwai sichao pingxi*, Une analyse des idées xénophobes dans la société russe contemporaine). *Xiboliya yanjiu* 36 (2) : 30-2.
- LACOSTE, Yves. 1976. *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris : Maspéro.
- LARIN, Aleksandr. 2015. « Vozrozdnenie Kitaya i nekotorye voprosy rossiïsko-kitaiskogo sotroudnitchevstva » (Le renouveau de la Chine et certaines questions de la coopération russo-chinoise). *Kitai v mirovoi i regionalnoi politike. Istoriya i sovremennost* (La Chine dans la politique mondiale et régionale. Histoire et modernité) 20 : 37-56.
- LASSERRE, Frédéric, Linyuan HUANG et Éric MOTTET. 2017. « Nouvelles liaisons ferroviaires transasiatiques : un succès commercial et économique? ». Communication lors du colloque *Le partenariat UE-Asean face aux partenariats concurrents des puissances d'Asie-Pacifique*, École Supérieure du Commerce Extérieur/ Foreign Trade University (ESCE/FTU). 9-10 octobre. Hanoi.
- LASSERRE, Frédéric, Emmanuel GONON et Éric MOTTET. 2016. *Manuel de géopolitique. Enjeux de pouvoir sur des territoires*. Paris : Armand Colin, coll. U, 2^e éd.
- LATKIN, Aleksandr, et XIANG Yijun. 2015. « Otsenka dinamiki i katchestvennikh izmenenii rossiïsko-kitaiskogo ekonomiticheskogo sotroudnitchevstva v prigranitchnikh severo-vostotchnikh regionakh » (Évaluation de la dynamique des changements qualitatifs de la coopération économique russo-chinoise dans les régions frontalières du Nord-Est). *Territoriya novikh vozmojnostei* (Le territoire des nouvelles opportunités) 30 (3) : 11-8.
- Li Xin. 2013. « 俄罗斯西伯利亚和远东开发与中国的机遇 » (*Eluosi Xiboliya he Yuandong kaifa yu Zhongguode jiyu*, Le développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe et les opportunités de la Chine). *Xiboliya yanjiu* 40 (3) : 32-6.
- LUKIN, Alexander. 2018. *China and Russia: The New rapprochement*. Cambridge : Polity Press.
- MAKAROV, Igor, et Anna SOKOLOVA. 2016. « Sopriajenie evraziïskoi integratsii i ekonomiticheskogo poyasa Chelkovogo pouti: vozmojnosti dlya Rossii » (La combinaison de l'intégration euroasiatique et de la ceinture économique des nouvelles routes de la soie : les opportunités pour la Russie). *Vestnik mejdunarodnikh organizatsii* (Le Bulletin des organisations internationales) 11 (2) : 40-57.
- Ministère du Développement économique de la Fédération de Russie. 2015. « Analiticheskaya spravka o rossiïsko-kitaiïskom torgovom sotroudnitchevste v 2015 godou » (L'information analytique sur la coopération commerciale russo-chinoise en 2015). www.ved.gov.ru/exportcountries/cn/cn_ru_relations/cn_ru_trade/ (consulté le 12 août 2017).
- Ministère du Développement économique de la Fédération de Russie. 2017. « Analiticheskaya spravka i statisticheskie dannie po vnechnei torgovle Rossii i Kitaya v 2017 godou » (L'information analytique et les données statistiques sur le commerce extérieur de la Russie avec la Chine en 2017). <http://www.ved.gov.ru/files/images/2018/02/Analytical%20background%20and%20statistics%20in%20the%20foreign%20trade%20of%20China%20and%20Russia%20for%202017.pdf> (consulté le 12 août 2017).

NIKOLAEV, Nikolay. 2017. « Indiiskii interes k Arktike v kontekste arkticheskoi politiki Kitaya » (L'intérêt de l'Inde pour l'Arctique dans le contexte de la politique chinoise en Arctique). *Prolemy postsovietskogo prostranstva* (Post-Soviet Issues) 4 (4) : 321-35.

PORTYAKOV, Vladimir. 2013. « Rossiisko-kitaïskie otnocheniya : sovremennoe sostoianie i perspektivy razvitiya ». *Kitaï v mirovoi i regionalnoi politike. Istoriya i sovremennost* (La Chine dans la politique mondiale et régionale. Histoire et modernité) 18 : 6-15.

Renmin Ribao. 2003. « Rossiisko-kitaïskoe torgovo-ekonomitcheskoe sotrudnichestvo » (La coopération économique et commerciale russo-chinoise). http://russian.people.com.cn/200309/22/rus20030922_80671.html (consulté le 19 avril 2018).

ROSEN, Mark, et Cara THURINGER. 2017. « Unconstrained Foreign Direct Investment: An Emerging Challenge to Arctic Security ». *CNA Analysis & Solutions*. https://www.cna.org/CNA_files/PDF/COP-2017-U-015944-1Rev.pdf (consulté le 19 avril 2018).

RØSETH, Tom. 2017. « Russia's Energy Relations with China: Passing the Strategic Threshold? ». *Eurasian Geography and Economics* 58 (1) : 23-55.

SANGAR, K. 2017. « Russia and China in the Age of Grand Eurasian Projects: Prospects for Integration between the Silk Road Economic Belt and the Eurasian Economic Union ». *Cambridge Journal of Eurasian Studies* 1 : 1-15.

SAVTCHENKO, Anatoly. 2014. « Pridet li kitaïskii kapital na Dalnii Vostok? » (Il y aurait-il des investissements chinois dans l'Extrême-Orient russe ?). *Rossiia i ATR* (La Russie et la région d'Asie pacifique) 4 : 190-9.

SØRENSEN, Camilla, et Ekaterina KLIMENKO. 2017. « Emerging Chinese-Russian Cooperation in the Arctic. Possibilities and Constraints ». *SIPRI Policy Paper* 46. <https://www.sipri.org/sites/default/files/2017-06/emerging-chinese-russian-cooperation-arctic.pdf> (consulté le 21 avril 2018).

TRENIN, Dmitri. 2015. « Ot Bolshoi Evropy k Bolshoi Azii? Kitaïsko-rossiiskaya Antanta » (De la Grande Europe vers la Grande Asie ? L'Entente sino-russe). *Rossiia v globalnoi politike* (La Russie dans la politique globale). http://www.globalaffairs.ru/ukraine_crysis/Ot-Bolshoi-Evropy-k-Bolshoi-Azii-Kitaïsko-rossiiskaya-Antanta-17462 (consulté le 19 octobre 2017).

WANG, Lijiu. 2013. « 对进一步深化中俄关系的几点思考 » (*Dui jinyibu shenhua ZhongE guanxide jidian sikao*, Quelques réflexions sur le plus grand approfondissement de relations sino-russes). *Heping he fazhan* 3 : 1-11.

WISHNICK, Elizabeth. 2017. « In Search of the 'Other' in Asia : Russia-China Relations Revisited ». *The Pacific Review* 30 (1) : 114-32.

ZHAO Shanhua. 2016. « 十三五规划”将有力推动“一带一路”建设的进展 » (*'Shisanwu guihua' jiang youli tuidong 'yidaiyilu' jianshede jinzhan*, Le 13^e Plan quinquennal donnera une forte impulsion au développement de la construction de « Une Ceinture, Une Route »). *Xiandai jingji xinxi* 21 : 1-3.